

qu'un certain nombre de députés sont impatients de participer à ce débat et que le temps passe.

**M. Max Salisman (Waterloo):** Monsieur l'Orateur, puisqu'un si grand nombre de députés souhaitent participer à ce genre de débat, j'ai décidé de réduire le nombre de mes remarques. Je constate qu'on n'a guère fait, jusqu'ici, de suggestions utiles à propos de l'inflation. Tout le monde est contre l'inflation. Nous comprenons tous que ce phénomène crée des problèmes. Je ne suis pas tout à fait sûr que la décision du préopinant de ne pas faire repeindre son bureau constitue une contribution remarquable à la lutte contre l'inflation dans l'économie canadienne. C'est cependant un geste méritoire de sa part.

En vérité, nous devons nous poser la question suivante, qui n'a pas encore été posée: D'où vient l'inflation au Canada? A mon avis, la réponse, c'est que, dans les circonstances actuelles, ceux qui sont puissants sur le marché se moquent du marché. Adam Smith est mort depuis deux cents ans, mais c'est seulement aujourd'hui qu'on enterre sa théorie. Les maîtres du marché, qui peuvent imposer leurs prix dans les industries oligarchiques, ne sont plus soumis aux puissances discutées à l'époque d'Adam Smith. C'est ce qu'il nous faut reconnaître. Lorsque le puissant se moque des impératifs du marché, lorsque la concurrence a cessé d'être un facteur significatif de notre existence—ou aussi significatif qu'il l'était autrefois—les faibles doivent alors souffrir.

La solution n'est ni facile ni simple. Pour ma part, j'envisage l'avenir avec une certaine appréhension, eu égard au résultat que je crois inévitable. Nous ne réussirons pas à enrayer l'inflation, si nous n'instaurons pas sous une forme ou sous une autre une régie des prix. Nous avons actuellement le dessous sur deux plans, car nous sommes aux prises avec l'inflation et un chômage considérable. Il fut un temps, où, avec le taux de chômage actuel au Canada, on aurait cru pouvoir refrener l'inflation. Mais ce n'est évidemment pas le cas actuellement. Le chômage n'arrive pas à contrebalancer l'inflation. A moins d'instaurer une régie des prix quelconque ou du moins d'instituer un conseil de révision des prix, nous n'enrayerons pas l'inflation.

On a abordé la question de la péréquation des pensions. Cela devra faire l'objet d'une politique ministérielle, car peu importent les mesures que nous prendrons pour freiner l'inflation, les prix devront inévitablement augmenter dans certaines industries. Les industries où la productivité ne saurait s'accroître aussi rapidement que dans d'autres

voudront hausser leurs prix. Il faudra dans ce cas-là faire jouer la concurrence. Des modifications importantes vont s'imposer dans notre régime fiscal.

Je voudrais parler brièvement des prix occasionnés par la publicité et la vente. L'économie montre évidemment des signes de tension de nos jours, en ce qui concerne la hausse des prix. Mais qu'est-ce qui se passe actuellement? Tout le monde fait des efforts désespérés pour inciter les gens à emprunter de plus en plus, en vue de se procurer le superflu. Ce qui rend la situation difficile, c'est que la publicité annule pour ainsi dire les efforts du gouvernement pour encourager la modération. C'est tout comme si on essayait d'arrêter une inondation, et je crois que le gouvernement aurait dû demander conseil au roi Canut.

La remarque du député de St. Paul (M. Wahn), qu'il est idiot de détenir des obligations de l'État, m'a vivement inquiété. Nous avons déjà assez de mal à vendre des obligations de l'État sans que les partisans de ce dernier viennent accroître les problèmes du ministre des Finances (M. Benson). Le gouvernement est responsable, dans une certaine mesure, de la situation en ce qui concerne les obligations, car le régime fiscal actuel est injuste envers les détenteurs d'obligations de l'État. Nous leur disons «Achetez nos obligations» et d'autre part, nous instaurons un régime fiscal qui équivaut à dire «Vous ne devriez pas acheter d'obligations».

Les dividendes provenant de mises de fonds des sociétés canadiennes peuvent être déduits du revenu imposable, mais ce n'est pas le cas du revenu des obligations. Si nous voulons sérieusement réduire le prix du financement de l'État, nous devrions neutraliser le régime fiscal et nous rendre compte que ce sont d'ordinaire les gens aux moyens limités qui placent leur argent dans les obligations de l'État, et nous devrions permettre que le revenu des obligations d'État puisse être déduit aux fins de l'impôt.

Les ressources d'un pays, en main-d'œuvre ou en argent, sont limitées. Il importe énormément que nous commencions à planifier notre économie et à envisager la façon de répartir les ressources, car il faut se rappeler que ce qui va dans un secteur ne saurait aller dans un autre. Il nous faut porter certains jugements de valeur quant aux domaines importants de notre société et au genre de travaux auxquels nous devrions affecter la majorité des ressources. Nous ne l'avons pas fait, et il importe de n'y pas manquer, sans quoi la guerre à la pauvreté et nos efforts pour supprimer les disparités régionales seront stériles. J'aimerais m'étendre là-dessus